



**Conseil Économique  
et Social**

Distr.  
GÉNÉRALE

CEP/AC.11/2002/21  
3 mai 2002

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DES POLITIQUES DE L'ENVIRONNEMENT

Groupe de travail préparatoire spécial composé  
de hauts fonctionnaires

«Un environnement pour l'Europe»

(Troisième session, Genève, 3 et 4 juillet 2002)

(Point 9 de l'ordre du jour provisoire)

**QUESTIONS CONCERNANT LA CONVENTION SUR LA POLLUTION  
ATMOSPHÉRIQUE TRANSFRONTIÈRE À LONGUE DISTANCE  
À EXAMINER LORS DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE  
«UN ENVIRONNEMENT POUR L'EUROPE» QUI SE TIENDRA  
À KIEV EN 2003**

Document élaboré par le Bureau de l'Organe exécutif de la Convention sur la pollution  
atmosphérique transfrontière à longue distance avec l'aide du secrétariat<sup>1</sup>

1. Le Bureau de l'Organe exécutif de la Convention s'est réuni le 25 avril 2002 et a examiné les contributions que l'Organe exécutif de la Convention serait fondé à apporter à la Conférence ministérielle qui se tiendra à Kiev sur le thème «Un environnement pour l'Europe».
2. Le Bureau avait à l'esprit la déclaration faite par les ministres lors de l'adoption du Protocole relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique en décembre 1999 dans laquelle ils reconnaissaient «que les activités de base menées au titre de la Convention doivent bénéficier d'un financement suffisant si l'on veut que les Protocoles soient dûment appliqués et que de nouvelles mesures de réduction d'un rapport coût-efficacité soient mises au point et [priaient] à cet effet l'Organe exécutif d'envisager l'élaboration

<sup>1</sup> Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition.

d'un mécanisme de financement stable et durable, préservant les possibilités de contributions en nature et prévoyant la coordination internationale des activités relatives aux effets et des travaux consacrés à l'établissement de modèles d'évaluation intégrée». Le Bureau a exprimé son intention de retenir comme échéance définitive la Conférence ministérielle de Kiev pour répondre à la demande qui avait été adressée à l'Organe exécutif.

3. Le Bureau a pris note des débats de l'Organe exécutif à ses dix-huitième et dix-neuvième sessions en 2000 et 2001 et des activités du Groupe de travail des stratégies et de l'examen visant à élaborer un mécanisme de financement comme cela avait été demandé. Il a également pris note des difficultés, signalées par certaines Parties, au sujet de leur possibilité d'adhérer à certains types d'instrument.

4. Compte tenu de la dernière réunion des chefs de délégation participant au Groupe de travail des stratégies et de l'examen, le Bureau a constaté que des textes susceptibles d'être retenus en étaient au stade final d'élaboration. Ils seraient présentés au Groupe de travail des stratégies et de l'examen à sa session de septembre 2002 et ensuite à l'Organe exécutif en décembre. Il s'agissait:

a) D'un protocole, instrument financier juridiquement contraignant similaire au Protocole de 1984 sur le financement à long terme de l'EMEP;

b) D'une décision, accord juridiquement non contraignant visant à définir un budget et à préciser les contributions volontaires nécessaires pour le financer.

5. Le Bureau a estimé que l'Organe exécutif pourrait choisir l'une des deux formules ci-après:

c) Adopter le Protocole et la décision à sa session de décembre 2002; cette décision constituerait une solution provisoire à la question du financement jusqu'à l'entrée en vigueur du Protocole et fournirait en même temps un mécanisme de financement pour les Parties qui n'étaient pas en mesure de devenir parties à un instrument juridiquement contraignant;

d) Adopter seulement la décision à sa session de décembre; cette option pourrait s'avérer préférable si seul un petit nombre de Parties est prêt à signer un accord contraignant à ce moment là.

6. Le choix entre les deux options dépendra des intentions des Parties qui n'étaient pas encore toutes arrêtées. Le Bureau a noté que les chefs de délégation avaient été priés instamment de s'assurer que leur pays était prêt à signer un protocole; ils devraient être en mesure de faire rapport à la session de septembre du Groupe de travail des stratégies et de l'examen. L'Organe exécutif devra retenir l'une des deux possibilités à sa session de décembre.

7. Selon la solution que retiendront les Parties, le Bureau a proposé les différentes mesures suivantes pour la Conférence ministérielle de Kiev:

a) À la suite de l'adoption du Protocole et de la décision en décembre par l'Organe exécutif, ce dernier proposerait que le Protocole soit ouvert à la signature des ministres à Kiev; ou bien

b) Si l'Organe exécutif n'adoptait que la décision, il adresserait un message aux ministres à Kiev pour souligner que l'instrument de financement volontaire offrait la possibilité d'atteindre l'objectif de Göteborg visant «des modalités de financement à long terme stables» grâce à:

i) l'application d'un barème de contributions obligatoires (fondé sur celui de l'ONU); et

ii) une notification périodique des contributions versées.

8. Le Bureau de l'Organe exécutif espère que les dispositions voulues seront prises dans un cas comme dans l'autre. Il demande en outre au secrétariat d'informer le Comité des politiques de l'environnement à sa neuvième session en novembre 2002 de la solution retenue de sorte que les dispositions qui s'imposent puissent être prises concernant toute mesure qui devrait être adoptée à la Conférence ministérielle de Kiev.

-----